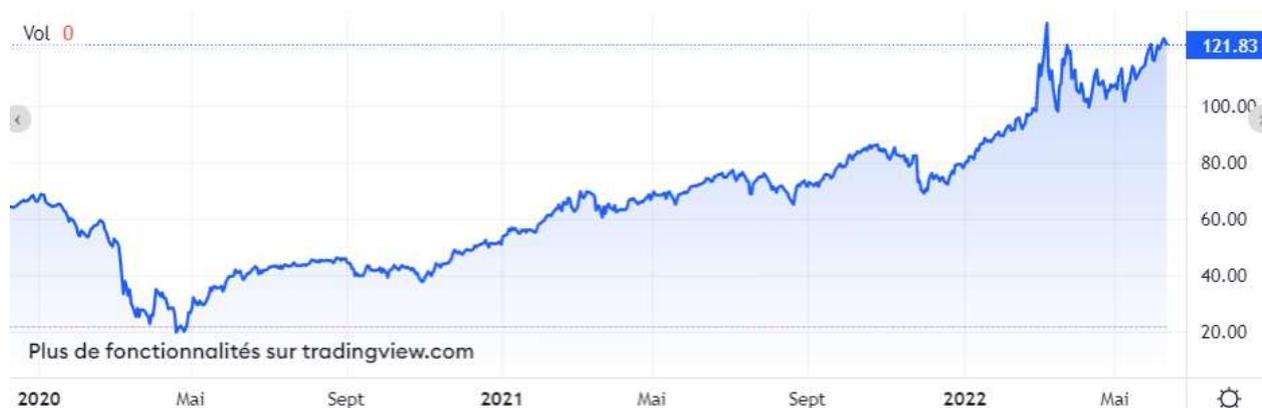


Pétrole et Energies – Actualités de février à mai 2022

Prix du pétrole

Après avoir commencé 2022 à 77 \$/bbl, le Brent a continué sa progression pour atteindre 100 \$/bbl le 23 février 2022, poussé par la reprise économique et par les tensions géopolitiques de la crise en Ukraine. Le déclenchement de la guerre le fait monter à 130 \$/bbl le 8 mars. Il se retrouve à 120 \$/bbl début juin 2022, niveau qu'il n'avait pas atteint depuis 2012.



Nouvelles d' **ExxonMobil**

ExxonMobil a annoncé le 11 février avoir démarré la production du second champ offshore de Guyana avec le FPSO Liza Unity. La production atteindra 220 kbd cette année, en addition des 120 kbd de capacité du FPSO Liza Destiny. Ainsi, seulement 7 ans après la première découverte, la capacité de production de la Guyana est portée à 340 000 kbd. 3 500 Guyanais y sont employés. Il est prévu d'avoir 4 FPSO en opération fin 2025 avec une capacité de 800 kbd.



ExxonMobil a complété sa première vente de polymères circulaires certifiés, utilisant la technologie Exxtend™ de recyclage de déchets plastiques sur l'unité de Baytown (Texas) dont la capacité sera portée à 450 000 t/an en 2026.

ExxonMobil a trouvé un accord pour vendre ses parts de Mobil Producing Nigeria à Seplat Energy, une compagnie nigériane indépendante. Cette vente, pour 1,3 G\$, concerne près de 300 puits en eau peu profonde et à terre produisant 95 kbd de brut, condensats et LGN. ExxonMobil garde ses activités en eau profonde au Nigéria.



ExxonMobil a décidé son projet d'expansion de capture et stockage (CCS) de CO₂ sur ses installations de production de gaz naturel de LaBarge, Wyoming, afin d'y augmenter la capacité de CCS de 1,2 million de tonnes par an. Ce site a déjà capturé plus de CO₂ que tout autre site dans le monde et, avec 6 à 7 Mt/an représente 20 % du CO₂ capturé dans le monde. L'investissement de 400 M\$ est prévu démarré en 2025.

ExxonMobil a annoncé le 1^{er} mars étudier une unité de production d'hydrogène « bleu » de 2 300 kg/j sur le site de Baytown (Texas). Il sera produit à partir de gaz naturel et le CO₂ généré sera capturé et stocké (CCS) à hauteur de 10 Mt/an, soit le double de la capacité actuelle de CCS d'ExxonMobil. L'hydrogène servira de combustible à l'unité d'oléfines de Baytown, réduisant les émissions de 30 %. La décision d'investissement interviendra dans 2 à 3 ans.

En support au peuple ukrainien, **ExxonMobil** a annoncé le 1^{er} mars commencer d'arrêter les opérations et développer les étapes de sortie de Sakhalin-1, sur la côte du Pacifique, où ExxonMobil, qui en détient 30 %, est opérateur dans un consortium de production de pétrole (250 kbd) et de gaz avec des compagnies japonaises, indiennes et russes. ExxonMobil n'investira pas dans de nouveaux développements en Russie.

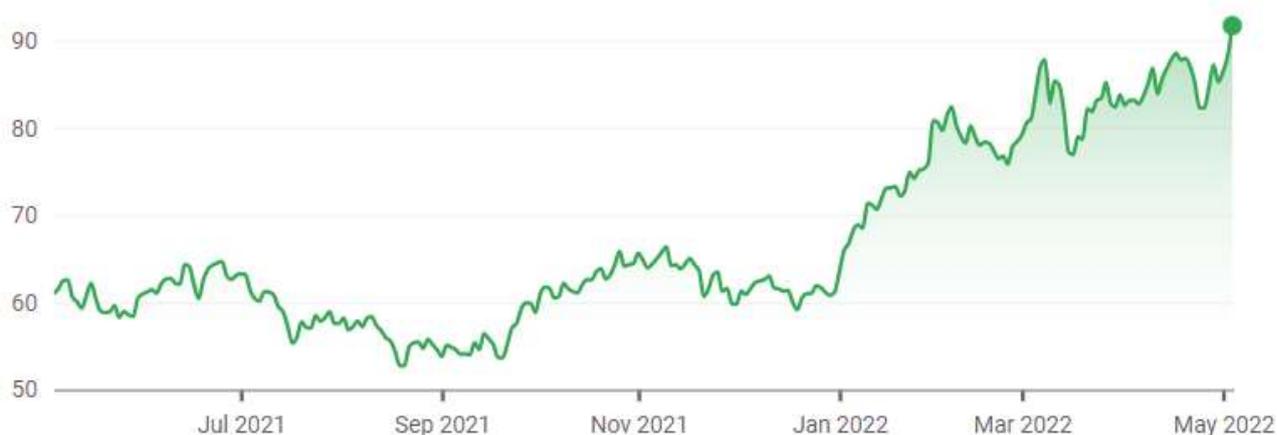


Esso France a annoncé le 24 mars ses résultats 2021. Le résultat opérationnel est un gain de 686 M€ comprenant des effets stocks positifs de 448 M€ contre une perte de 821 M€ qui comprenait des effets stocks négatifs de 292 M€ en 2020. Le résultat net est un profit de 573 M€ contre une perte de 740 M€ en 2020. En 2021, 15,3 Mt de pétrole brut ont été traitées contre 15,2 Mt en 2020. Le chiffre d'affaire s'élève à 15,3 G€ contre 10,4 G€ en 2020.

Esso Raffinage a terminé la maintenance planifiée de la raffinerie de Gravenchon commencée le 23 février et les unités concernées ont été progressivement remises en service à partir du 6 avril.

ExxonMobil a annoncé le 29 avril ses résultats du premier trimestre 2022. Le bénéfice s'élève à 5,5 G\$ contre 2,73 G\$ au 1Q 2021. Ce bénéfice inclus une provision de 3,4 G\$ liée à la sortie de Sakhalin-1. Les dépenses d'investissement et d'exploration se sont élevées à 4,9 G\$.

Depuis son point le plus bas atteint le 23 mars 2020 à 30,11 \$, l'action **ExxonMobil** a terminé 2021 à 61 \$. Elle progresse rapidement depuis janvier pour dépasser les 100 \$ le 7 mai 2021, retrouvant ses plus hauts niveaux de juin 2014. Le 8 juin elle atteint 105,41 \$, dépassant le record historique du 29 juillet 2014 de 104,76 \$.



Nouvelles de la profession



TotalEnergies et **Véolia** ont annoncé le 2 février avoir signé un accord en vue de valoriser le biométhane issu d'installations de traitement de déchets et d'eaux usées de Véolia en opérations dans plus de 15 pays.



L'ambition est de produire 1,5 TWh de biométhane par an d'ici 2025, permettant d'éviter l'émission d'environ 200 000 t de CO₂ par an.



TotalEnergies a annoncé le 10 février son résultat net 2021 de 16,0 G\$. Le résultat opérationnel de l'exploration-production est de 10,4 G\$, celui de l'aval de 3,5 G\$ et celui du secteur Gas, Renewables & Power de 2,8 G\$.

TotalEnergies et **APA Corporation** ont fait une nouvelle découverte significative de pétrole et de gaz associé au large des côtes du Suriname.

TotalEnergies a remporté une concession maritime pour développer une ferme éolienne de plus de 3 GW sur la côte Est des Etats-Unis au large de New York et du New Jersey. L'objectif est une mise en service d'ici 2028.

TotalEnergies a annoncé le 3 mars avoir démarré la production de carburant aérien durable (SAF) sur sa plateforme de Normandie.



TotalEnergies a décidé de ne plus apporter de capital pour le développement de projets en Russie, de ne pas transférer indûment de la valeur à des intérêts russes en se retirant des actifs et de ne plus conclure ou renouveler des contrats d'achat de pétrole et de produits pétroliers russes au plus tard fin 2022.

TotalEnergies a signé un protocole d'accord avec **Sempra Infrastructure, Mitsui & Co. Ltd.** et **Japan LNG Investment** pour l'extension de Cameron LNG, un terminal de gaz naturel liquéfié situé en Louisiane dont il détient 16,6%. Il s'agit de la construction d'un quatrième train de liquéfaction de 6,75 Mtpa et de l'augmentation de 5% de la capacité de 13,5 Mtpa des trois premiers trains par dégoulotage.



Les autres énergies

Le 10 février 2022, Emmanuel Macron était en déplacement à Belfort, lieu de production de l'ancienne activité nucléaire d'Alstom, notamment les turbines Arabelle, qu'EDF devrait racheter 200 M\$, en vertu d'un pré-accord signé également ce 10 février. Comme attendu, le président de la République a donc annoncé la relance de la filière nucléaire française, avec la commande de 6 EPR 2 à horizon 2050, sur des sites existants, par paire : à Penly (Seine-Maritime), à Gravelines (Nord) et enfin à Bugey (Ain) ou au Tricastin (Drôme) – conformément aux propositions d'EDF au printemps 2021. Le coût est estimé au total à 46 milliards d'euros. Par ailleurs, Emmanuel Macron a également annoncé qu'il souhaitait « prolonger tous les réacteurs nucléaires qui peuvent l'être, sans rien céder sur la sûreté », au-delà de 50 ans si possible. Se souvenant, sans doute, de l'énorme erreur de la fermeture de Fessenheim, il souhaite par ailleurs « qu'aucun réacteur nucléaire en état de produire ne soit fermé à l'avenir (...) sauf raison de sûreté ».

Par un décret paru au Journal Officiel le 6 février 2022, le gouvernement français acte un assouplissement dans l'usage des centrales électriques au charbon en janvier et février 2022, afin de répondre à la faible disponibilité du parc nucléaire cet hiver. Cette mesure ne remet pas en cause la fermeture de la centrale de Saint-Avold au printemps, mais confirme le prolongement d'un an de celle de Cordemais.



Dans son rapport publié le 24 février, RTE indique que le mix électrique français en 2021 se répartit en 69 % de nucléaire, 12 % d'hydraulique, 7 % de thermique fossile, 7 % d'éolien, 3 % de solaire et 2 % de thermique renouvelable. L'intensité carbone du mix est de 36 g CO₂/kWh. C'est 6 fois moins que la moyenne européenne.



Annoncée à l'origine en 2010, la mise en service du réacteur nucléaire EPR finlandais Olkiluoto-3 a eu lieu le 12 mars 2022 à une puissance limitée à 103 MW. Sa puissance montera progressivement jusqu'à 1 650 MW en juillet et fournira alors environ 14 % de l'électricité consommée en Finlande. Il s'agit du troisième EPR à rentrer en service dans le monde et le premier en Europe, après les deux de la centrale de Taishan en Chine. Trois autres EPR sont en construction en Europe : Flamanville, en France, prévu démarrer en 2023 et les deux EPR d'Hinkley Point, au Royaume-Uni, programmés pour fin 2025, début 2026.



La compagnie nationale du Rhône vient de valider le projet d'une centrale osmotique pilote installée dans le delta du Rhône en 2023. Si les essais sont concluants la centrale osmotique devrait voir le jour



en 2030. Les essais serviront à valider le rendement des nouvelles membranes mises au point par l'entreprise française Sweetch Energy avec sa technologie INOD[®]. La centrale pourrait produire 4 TWh soit deux fois la consommation annuelle d'électricité de Marseille, équivalent à la production de 1 100 éoliennes terrestres. L'énergie osmotique valorise la différence de salinité entre eau de mer et eau douce pour produire de l'énergie. Elle est renouvelable mais surtout elle n'est pas intermittente.

Un sondage paru le 1^{er} avril révèle que, pour la première fois depuis la catastrophe de Fukushima en 2011, une majorité de Japonais est favorable à une relance de la filière nucléaire, et notamment au redémarrage des réacteurs à l'arrêt.

Alors que le conflit ukrainien semble déjà entraîner la réouverture de plusieurs centrales à charbon en Europe, le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié le 4 avril fournit des arguments en faveur d'un développement de la filière nucléaire afin de réduire les émissions des gaz à effet de serre.

Le 7 avril, le Royaume-Uni a présenté sa nouvelle stratégie énergétique. Elle passe par une profonde relance de la filière nucléaire avec l'ambition de construire 8 nouvelles centrales d'ici 2050, dont les EPR d'Hinkley Point qui devraient entrer en service en 2026, ainsi que le développement de petits réacteurs modulaires (SMR) construits par Rolls-Royce. La stratégie s'appuie aussi sur l'éolien en mer et les gisements d'hydrocarbures en mer du Nord. L'éolien terrestre, en revanche, est laissé de côté.

Dans un rapport publié le 25 avril, Eurométaux, l'association européenne des producteurs de métaux, alerte sur les risques de pénurie de certains métaux nécessaires à la transition énergétique de l'Union Européenne, dès 2030. Le texte invite donc les 27 à investir massivement dans le recyclage des métaux.

Bernard Bigot, directeur général d'ITER, le projet international de recherche sur la fusion nucléaire, est décédé le 14 mai 2022. « Acteur majeur du monde de la science et de l'énergie pendant plus de quatre décennies, il a imprimé une marque durable au programme de recherche international ITER, dont il avait pris la direction en 2015. Le programme traversait alors une période de grandes difficultés liées au caractère inédit de son ingénierie, des fabrications et de sa gouvernance ». Aujourd'hui, 85 % des travaux de génie civil du chantier de 42 hectares sont achevés, et, selon ITER, 75 % des « tâches indispensables à la production d'un premier plasma sont désormais réalisées ». La première production de plasma, initialement prévue pour 2025, est annoncée pour 2026 ou 2027, et le tokamak devrait atteindre sa pleine puissance en 2035.

Mauvais élève mondial en matière de lutte contre le changement climatique, la Corée du Sud semble enfin déterminée à accélérer ses efforts de transition énergétique : son nouveau président Yoon Suk-yeol, élu notamment contre la promesse de sortie du nucléaire de son prédécesseur Moon Jae-in, vient de livrer, le 24 mai 2022, un vibrant plaidoyer pour un mix de nucléaire, de renouvelables et de gaz naturel pour atteindre la neutralité carbone.

Le 27 mai, le premier ministre du Japon, Fumio Kishida, a déclaré au Parlement qu'il s'engageait à redémarrer l'ensemble des centrales nucléaires du pays encore à l'arrêt suite à l'accident de Fukushima en 2011, et respectant le cahier des charges de sécurité. Il s'est en revanche déclaré opposé à une relance du programme nucléaire au-delà des deux réacteurs déjà en construction.

Le 30 mai, les dirigeants des Vingt-Sept États membres de l'Union européenne se sont accordés sur les modalités d'un embargo sur le pétrole russe. Il concernera d'abord uniquement les livraisons par bateau (soit les 2/3 du total), puis sera complété des livraisons par oléoduc vers l'Allemagne et la Pologne, pour atteindre, fin 2022, 90% du pétrole actuellement importé par l'Union européenne. Les dirigeants ont accordé une exemption à la Hongrie, la Slovaquie et la Tchéquie, en raison de leur absence d'accès à la mer.

Le 2 juin, la Chine a présenté sa nouvelle feuille de route énergétique : elle prévoit un doublement de la capacité renouvelable, éolienne et solaire d'ici 2025, soit une franche accélération, mais va, dans le même temps, autoriser la construction d'un nombre accru de centrales au charbon. La Chine brûle actuellement la moitié du charbon utilisé dans le monde.

Jean German